

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE « ATTRIBUTION DE FREQUENCES DANS LES BANDES 1800 MHZ ET 2,1 GHZ EN GUADELOUPE, EN MARTINIQUE, EN GUYANE, A SAINT-BARTHELEMY, A SAINT-MARTIN, A LA REUNION ET A MAYOTTE ET DANS LA BANDE 900 MHZ EN GUYANE, A SAINT-BARTHELEMY, A SAINT-MARTIN ET A MAYOTTE »

Nous n'avons pas de commentaires à apporter sur l'intégralité des questions posées par l'Arcep dans le cadre de la consultation publique, en dehors des deux points exposés ci-après.

Le développement des activités d'opérateurs du Groupe iliad dans les Caraïbes et l'Océan Indien requiert l'accès à un portefeuille de spectre important et relativement stable sur le long terme. En réponse aux questions 14, 18 et 20, pour les opérateurs Telco OI et Free Caraïbe dans leurs géographies d'intervention respectives, nous souhaitons donc disposer, au-delà de 2025 :

[...]

La consultation évoque par ailleurs la possibilité que les futures attributions de fréquences dans les territoires d'outremer prévoient des obligations (notamment concernant la mutualisation des petites cellules et les offres aux verticaux) similaires à celles qui prévalent en métropole. Si ces obligations n'ont pas encore produit d'effets majeurs en métropole, nous n'avons pas d'objection à la recherche d'uniformité dans les conditions d'attribution entre les différents territoires français, et y sommes même favorables par principe.